



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

ARRÊTÉ PREFECTORAL DCPAT 2026 n° 285

**portant levée de la mise en demeure du 3 février 2025
prise à l'encontre de la société TERRENA située au lieu-dit «La Charonnière » à ECOUFLANT**

**exploitant des installations de fabrication d'aliments pour animaux
et de silos de stockage de céréales**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Maine-et-Loire

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du Président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de M. Raymond YEDDOU en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine et Loire, sous-préfet d'Angers ;

Vu l'arrêté DRAJ/MICCSE n° 2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à M. Raymond YEDDOU, secrétaire général de la préfecture ;

Vu l'article R512-46-23-II du code de l'environnement qui dispose : « Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Vu l'arrêté préfectoral D1-86-n° 655 du 31 juillet 1986 autorisant la Coopérative Anjou Val de Loire (CAVAL) à exploiter des unités de stockage de céréales relevant du régime de l'autorisation préfectorale ;

Vu la demande de transfert du 17 décembre 2004 de cette autorisation par la société TERRENA dont le siège social est à «La Noelle », BP 20199 – 44155 ANCENIS cedex ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi le 10 mars 2026 en faveur de la levée de la mise en demeure du 19 novembre 2025 ;

Considérant la réalisation des actions correctives et la transmission des justificatifs associés par la société TERRENA située à «La Charonnière » à ECOUFLANT ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 - L'arrêté préfectoral DCPAT-2025 n° 171 du 3 février 2025 portant mise en demeure de la société TERRENA est abrogé.

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à la société TERRENA par lettre recommandée avec accusé de réception et est publié sur le site internet de la Préfecture de Maine-et-Loire pour une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement. Une copie de cet arrêté est adressée au maire de la commune d'ÉCOUFLANT.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4 - Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le maire de la commune d'ÉCOUFLANT et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société TERRENA ;

Fait à Angers, le 3 J MARS 2026

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

Raymond YEDDOU